

L'état est en guerre contre le Covid et nos droits, nous sommes en lutte contre le capitalovirus!



Communiqué secteur Spectacle Vivant de SUD Culture Solidaires

Qu'est-ce que la paix sociale, sinon une guerre à basse intensité ? (O. Scalzone)

Depuis des décennies, pour augmenter les profits des grands groupes et des multinationales, les classes dirigeantes et les gouvernements qui leur sont inféodés n'ont eu de cesse de détruire les droits des plus précaires, de plus en plus nombreuses, de plus en plus corvéables et de mettre en place des politiques productivistes au mépris du vivant et de la bio-diversité.

L'ampleur et la détermination des mouvements de contestation qui se développent depuis des mois ont largement démontré qu'une grande partie de la population rejette ce système. Aujourd'hui, sous couvert d'une crise sanitaire engendrée par le virus, l'« État d'urgence » a une fois de plus été proclamé par le gouvernement pour justifier la suppression de nos libertés fondamentales, de nos droits sociaux et la mise sous surveillance généralisée de la population.

Mais cette crise a fait apparaître aux yeux de tou·tes, l'importance de celles et ceux qui, il y a encore quelques mois, n'étaient « rien », dénigré·es, méprisé·es et parfois même gazé·es: les soignant·es, les caissier·es, les livreur·ses, les éboueur·euses,... Sans ces premier·es de corvée, plus rien dans ce pays ne fonctionne. Ce qui confirme que les capitalistes, les fameux «premier·es de cordée» sont non seulement inutiles mais socialement nuisibles. C'est sur cette réalité que nous devons nous appuyer pour continuer la lutte et passer à l'offensive car nous savons tout·es que nous allons devoir affronter une crise sociale de grande ampleur. Actuellement, des millions de personnes, majoritairement des femmes, sont en train de sombrer dans la misère la plus absolue. Le nombre de chômeur·euses est en train d'exploser, des dizaines de milliers de personnes ont déjà perdu leur emploi et se retrouvent sans salaire. Que nous soyons salarié·es du privé ou du public, privé·es d'emploi, intermittent·es de l'emploi (saisonnier·es, vacataires, intérimaires, intermittent·es, services à la personne, indépendant·es...) il nous faut aller au-delà des revendications spécifiques à chaque secteur, faire cause commune et revendiquer les mêmes droits pour toutes et tous, dès maintenant. Plus personne aujourd'hui ne doit rester au bord de la route !

Pour cela en premier lieu nous devons toutes et tous ensemble exiger :

- L'abrogation des deux volets du décret sur l'assurance chômage. Le premier, mis en application le 1/11/2019 qui augmente considérablement le nombre de chômeur·euses non indemnisé·es ainsi que le second qui risque d'entrer en vigueur au 1/09/2020 et prévoit une baisse drastique du taux journalier d'indemnisation pour tou·tes les intermittent·es de l'emploi.

- Un service public de l'emploi concentré sur les missions principales d'accompagnement et d'indemnisation, excluant la suspicion généralisée et le recours aux prestataires privés.
- L'abrogation du décret du 28 décembre 2018 qui a augmenté les contrôles et les sanctions envers les chômeur·euses et détruit le service public de l'emploi. Des recours devant le Conseil d'État ont été déposés entre autres par SUD Culture et Solidaires.
Mais aussi et surtout : – Des indemnités chômage pour toutes et tous les sans-emploi, avec ou sans papiers, et dès 18 ans (au minimum à la hauteur du SMIC) – La continuité du salaire pendant les périodes de chômage avec maintien de la qualification pour tout·es les travailleur·euses précaires.

Plus personne aujourd'hui ne doit vivre en-dessous du SMIC !

Ces revendications ne sont pas incompatibles avec l'augmentation des salaires, du SMIC, la diminution drastique du temps de travail, les titularisations dans les services publics.... Bien au contraire ! De tels droits auraient un double effet : celui de sortir de la pauvreté et de l'insécurité sociale des millions de personnes, mais aussi celui de permettre à celles et ceux qui ont un emploi d'être moins soumis·es à la pression patronale, tant au niveau des salaires que sur le plan des conditions de travail. Dans ce contexte, la réappropriation de la Sécurité Sociale (assurance chômage comprise) doit être une première étape, pour garantir plus de droits à toutes et tous, étendre les protections aux plus démunis·es et faire sortir de ces caisses l'ensemble des organisations patronales (MEDEF, CGPME, UPA). Entre 1946 et 1967 les organisations de salarié·es étaient majoritaires dans la gestion des caisses de la Sécurité Sociale. Aujourd'hui, comme à l'époque, les bénéficiaires générés par le travail ne doivent pas servir à remplir les portefeuilles de quelques un·es au détriment de l'ensemble de la société. Agir pour

reprendre en main nos vies Jusqu'à quand allons-nous laisser le pouvoir à ceux qui ont conduit à l'asphyxie de l'hôpital public ? L'austérité se paie en mort·es aujourd'hui, dans les hôpitaux, dans les Ehpad, et dans bien d'autres secteurs mais de façon moins médiatisée. Les capitalistes et l'État ont démontré leur incompétence massive pour gérer les secteurs essentiels. C'est donc aux travailleur·euses, aux usager·es, à nous, les premier·es concerné·es, de décider de quel hôpital, de quel système de santé nous avons besoin, et d'en reprendre le contrôle. Ce principe doit s'appliquer à l'ensemble des services publics ainsi qu'à notre système de Sécurité sociale (santé, retraites... et assurance chômage comprise), et à tout ce qui relève du Bien commun.

Nos vies, pas leurs profits

La crise que nous vivons est propice aux mises en perspectives. Les capitalistes ne peuvent trouver de réelles solutions aux problèmes dont ils sont la cause. Nos luttes pour un autre monde sont plus que jamais nécessaires. Un monde où l'on doit pouvoir vivre dignement, se loger, se nourrir, se soigner... et ne plus dépendre de l'accès à l'emploi. Un monde où une jeune femme trans racisée aura les mêmes droits qu'un homme blanc. C'est le capitalisme tel que nous le connaissons (déforestations, incendies, assèchement, destruction des sols, pillages des ressources) et tel que nous le vivons (violences insupportables et quotidiennes, notamment contre les plus démunis·es) qu'il faut détruire. Il est urgent de créer cet autre monde auquel nous aspirons, une société qui sera bâtie différemment, sur des bases écologiques, féministes et sociales.

Comme le montre l'occupation du Macdo St Barthélémy à Marseille (pour redistribuer des repas dans les quartiers nord) ou la récente victoire des travailleur·ses contre le géant Amazon, la lutte continue ! Il est temps de passer à l'offensive et de construire un grand mouvement populaire autour de mesures fortes et radicales pour une réelle

démocratie sociale. Dans ce vaste chantier les travailleuses et travailleurs de la culture ont aussi leur rôle à jouer.

Il est temps de passer à l'offensive et de construire un grand mouvement populaire autour de mesures fortes et radicales pour une réelle démocratie sociale. Dans ce vaste chantier les travailleuses et travailleurs de la culture ont aussi leur rôle à jouer.